



Comité économique et social européen



Vers une utilisation
plus responsable de l'internet:
Les propositions de la société
civile européenne

FR

Contactez-nous:

www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-internet-responsible-use

ten@eesc.europa.eu

Ouvrir le débat sur l'internet

Nous vivons à l'ère de l'internet. Nos vies sociale et professionnelle sont de plus en plus influencées et dominées par le monde en ligne que nous avons créé et qui nous a tant apporté. D'un simple clic, nous pouvons aujourd'hui réserver des billets d'avion, communiquer avec des personnes aux quatre coins du monde ou encore faire des affaires. Ces changements ont eu lieu à une vitesse étonnante.

Le Comité économique et social européen (CESE) a participé activement aux différents débats relatifs aux communications en ligne. En réalité, nous organisons des débats sur les questions inhérentes à la sécurité, à la protection de la vie privée et au respect de la dignité humaine dans les communications électroniques et les médias depuis près de vingt ans. Ces cinq dernières années, nous avons rendu sur ces questions une série d'avis cohérents et argumentés qui ont eu une influence positive sur le débat actuel.

Le Comité souhaite ainsi qu'une réponse soit apportée aux préoccupations relatives à la sécurité en ligne et qu'une stratégie globale soit mise en œuvre pour permettre à nos enfants de naviguer sur l'internet en toute sécurité. Nous voulons que soient adoptées des règles et des sanctions strictes pour lutter contre les activités illicites et encourageons le développement des compétences concernant l'utilisation sûre de l'internet et des applications en ligne.

Plus fondamentalement, nous estimons qu'il est essentiel que ce débat sur l'avenir de l'internet soit ouvert à tous et amené dans la sphère publique, de manière à associer un maximum de nos concitoyens. Nous pouvons faire toute la différence sur ce point. En offrant une plateforme aux partenaires économiques et sociaux européens, nous nous efforçons de garantir que toute prise de décision politique rencontre les intérêts des citoyens. Cette approche a une résonance toute particulière en cette année 2013, l'Année européenne des citoyens.

Nous espérons que cette publication vous permettra de mieux comprendre la position du Comité sur cette question fondamentale et de comprendre pourquoi ce débat mérite d'avoir lieu. Après tout, l'internet a une incidence sur la vie personnelle et professionnelle de tous les Européens.



Stéphane BUFFETAUT
Président de la Section spécialisée "Transports, énergie, infrastructures, société de l'information"



Leila KURKI
Présidente de la section spécialisée "Emploi, les Affaires sociales et la Citoyenneté"



Bryan CASSIDY
Président de la section spécialisée "Marché Unique, Production et Consommation"

Le Comité, un acteur de premier plan

Le CESE a largement contribué à poser les termes du débat sur la manière de gérer l'internet. Ces vingt dernières années, il a élaboré des avis décisifs sur la sécurité, la protection de la vie privée et les droits fondamentaux, qui exprimaient les préoccupations des citoyens et ont donné au processus décisionnel européen une dimension supplémentaire.

Fondamentalement, nous estimons que l'internet est une force positive et bénéfique, qui ouvre des débouchés sur le plan économique et qui favorise de nouvelles formes d'interactions sociales. Les sites de socialisation ont ainsi transformé notre manière de communiquer. Une enquête de la Commission européenne réalisée en 2011 a révélé que, sur 250 000 jeunes de 25 pays de l'Union, 77 % possédaient un compte sur des réseaux sociaux.

Cela étant, nous sommes pleinement conscients que des problèmes tels que la fraude sur l'internet, le cyberharcèlement, la cyberpornographie et les jeux d'argent en ligne doivent être traités de toute urgence, pour que l'internet puisse continuer d'être utilisé de manière responsable et bénéfique. S'il ne saurait être question de censure, le CESE est fermement convaincu qu'une politique de laisser-faire généralisé concernant les médias électroniques n'est pas acceptable.

Notre mission consiste à trouver des compromis et des solutions équilibrées sur des questions économiques et sociales complexes. Par la discussion et la recherche de consensus, nous formulons des opinions sous la forme d'"avis", qui garantissent que les préoccupations de la société civile trouvent un écho dans le processus décisionnel européen.

Nous souhaitons aujourd'hui une action concertée en faveur d'une plus grande coordination de l'approche européenne concernant l'avenir de l'internet. Nous estimons que c'est la seule manière d'atteindre effectivement nos objectifs et de permettre aux citoyens de tirer pleinement parti de la révolution numérique.

C'est la raison pour laquelle nous accueillons favorablement les dernières initiatives prises au niveau européen. La stratégie numérique 2010-2020 de la Commission répond par exemple à la nécessité de maximiser le potentiel économique et social des technologies de l'information en Europe. Le programme 2009-2013 de la Commission pour un internet plus sûr concerne la sécurité de l'internet pour les enfants européens et finance des projets qui leur offriront un environnement en ligne plus sécurisé.

Nous devons aujourd'hui donner suite à ces initiatives. Nous voulons promouvoir un débat aussi large que possible. Toutes les options doivent être examinées, de l'autorégulation des entreprises à une intervention réglementaire directe, et les opinions et besoins de tous les citoyens doivent être systématiquement pris en considération. Nous espérons que cette brochure vous permettra de mieux comprendre le rôle du CESE dans ce débat essentiel et l'influence de nos précédents avis.



S'attaquer aux problèmes

Le CESE a pour mission de promouvoir un dialogue actif et constructif entre les partenaires économiques et sociaux européens et d'en communiquer les conclusions aux institutions européennes sous la forme d'avis. Grâce à la compétence de ses membres et à l'étendue de leur expérience, le Comité est devenu un partenaire respecté et écouté lorsqu'il s'agit de définir une approche européenne coordonnée concernant les communications électroniques. Les avis rendus par le CESE au cours des vingt dernières années ont couvert toute une série de thématiques fondamentales.

Garantir la sécurité de l'internet

Le CESE veut que les décideurs politiques prennent à bras-le-corps la question des implications sociales de l'internet. Si l'internet a permis des avancées considérables, ce monde virtuel présente des risques en l'absence de réglementation. Pour divers groupes sociaux, et notamment les adolescents, une utilisation inadéquate des sites de socialisation peut entraîner, notamment, des risques d'addiction, d'isolement et de cyberharcèlement.

Si les politiques européennes ont essentiellement mis l'accent sur la sécurité de l'internet et la protection des mineurs contre les abus, aucune mesure adaptée n'a encore été prise concernant les aspects psychologiques des sites de socialisation. Le Comité estime également qu'il y a lieu d'accorder plus d'attention à l'éducation et à l'information, afin de renforcer la culture numérique et de mieux informer les groupes à risque des dangers de l'internet.

Promouvoir une approche internationale

Le Comité a toujours plaidé en faveur d'une approche internationale des questions relatives aux communications électroniques. Ainsi, nous prôtons la mise en place d'un centre de réseau et d'un forum de la jeunesse au niveau européen. Nous estimons par ailleurs que tous les États membres, ainsi que l'UE, devraient ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

Le Comité recommande également la création d'une autorité européenne de surveillance chargée d'examiner les conséquences les plus importantes de l'internet sur la société au cours des 10 à 20 prochaines années. Les institutions européennes et les pouvoirs publics nationaux et locaux devraient rencontrer régulièrement les représentants de la société civile organisée.



Tirer parti du marché unique

Pour que le commerce électronique puisse prospérer, il faut définir des règles communes. Ces règles doivent être équitables et réglementer correctement les pratiques publicitaires et commerciales. À cet égard, le Comité souhaite que les entreprises en ligne fournissent des informations plus claires sur leur identité et que les conditions de vente des transactions en ligne soient améliorées.

La transparence et la sécurité des systèmes de paiement doivent également être renforcées. Le CESE veut que les pouvoirs publics, les entreprises et les consommateurs collaborent pour que l'UE puisse mener à bien son projet de marché intérieur en ligne.

Clarifier la situation juridique

Si l'avènement des communications électroniques a largement profité à la société civile, il est également à l'origine d'un casse-tête juridique pour ce qui concerne les droits d'auteur, la protection des données ou la vie privée. Le Comité estime qu'un équilibre doit être trouvé entre la protection de certains droits et libertés fondamentaux et la libre circulation de l'information. Il défend haut et fort le principe selon lequel chacun a un droit de regard sur ses propres données à caractère personnel.

Le Comité souhaite par ailleurs la création d'un code européen unitaire du droit d'auteur pour contribuer à renforcer l'harmonisation des législations nationales. Des modes de réglementation alternatifs, tels que l'autorégulation et l'adoption de codes de bonne conduite par les entreprises, sont également à envisager.

Le Comité a joué un rôle de premier plan dans l'inscription de ces questions au rang des préoccupations des institutions européennes. Les quelques pages ci-dessous présentent une sélection d'avis décisifs du CESE sur ces sujets.



Le Comité, une force d'impulsion

Chacun des avis du CESE contient des propositions concrètes. Les douze avis ci-dessous sont les plus représentatifs des opinions du Comité sur les questions les plus pressantes concernant l'utilisation de l'internet.

Protéger les enfants sur l'internet

PRÉVENIR LES RISQUES

Le CESE partage pleinement l'avis de la Commission selon lequel tous les enfants d'Europe devraient avoir la possibilité d'adopter un comportement en ligne plus sûr. Il souhaite que soient pris en considération les éléments suivants:

- une stratégie globale en vue de renforcer la prévention des risques et de responsabiliser les enfants dans leur utilisation de l'internet;
- des règles rigoureuses et des sanctions strictes pour assurer la protection des données à caractère personnel et le respect de la vie privée et pour lutter contre la pédopornographie;
- des obligations précises et contraignantes pour les opérateurs du secteur de la publicité en ligne afin de prévenir tout risque d'atteinte à l'intégrité physique ou psychologique des enfants.

Avis du CESE sur une "Stratégie européenne pour un Internet mieux adapté aux enfants" (2012)
Rapporteur: M. Antonio LONGO, groupe III (Activités diverses), Italie



SÉCURISER LA NAVIGATION EN LIGNE

Le CESE souhaite que les questions relatives à la publicité destinée aux jeunes et aux enfants soient inscrites dans un cadre européen. Ce cadre devrait intégrer les éléments suivants:

- à l'adoption généralisée d'un âge minimum pour la publicité qui s'adresse spécialement aux enfants;
- un accent particulier sur le développement des capacités des enfants, leur information et leur formation, afin qu'ils soient à même d'interpréter les messages publicitaires;
- l'information et la formation du public pour aider les familles à mieux assumer leur fonction de tutelle auprès des mineurs;
- d'éventuelles initiatives des annonceurs et des sponsors en matière d'autorégulation et de corégulation;
- d'éventuelles mesures transversales pour assurer plus efficacement le respect des droits des enfants.

Avis du CESE sur "Un cadre pour la publicité destinée aux jeunes et aux enfants" (2012)

Rapporteur: M. Jorge PEGADO LIZ, groupe III (Activités diverses), Portugal

LA PRÉVENTION, UNE DÉMARCHÉ ESSENTIELLE

Le CESE est fermement convaincu que la prévention est la clé de la protection des enfants. À cet égard, il a énoncé les propositions suivantes:

- tous les États membres, ainsi que l'Union européenne, sont invités à signer et à ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi que le protocole facultatif à la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants;
- l'UE devrait mettre en œuvre une stratégie sur la prévention des abus sexuels envers les enfants.

Avis du CESE sur les "Mesures préventives pour la protection des enfants contre les abus sexuels" (2011)

Rapporteuse: Mme Madi SHARMA, groupe I (Employeurs), Royaume-Uni

UNE APPROCHE INTERNATIONALE

Le Comité a fait l'éloge des initiatives qui ont déjà été prises sur la protection des enfants en ligne. Une approche partenariale internationale est à présent nécessaire, et le CESE a fait les recommandations suivantes:

- sensibiliser la population à des problèmes spécifiques tels que la manipulation psychologique ("grooming") et le harcèlement électronique ("cyberharcèlement");
- harmoniser les cadres juridiques dans tous les États membres;
- créer, au niveau européen, un centre de réseau, une rencontre d'experts et un forum de la jeunesse.

Avis du CESE sur le "Programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication" (2008)

Rapporteuse: Mme Madi SHARMA, groupe I (Employeurs), Royaume-Uni



Une socialisation plus responsable

EXAMINER LES RÉSEAUX SOCIAUX

Il faut mettre davantage l'accent sur l'utilisation responsable des réseaux sociaux. Le Comité a formulé les recommandations suivantes:

- adoption de mesures supranationales contraignantes et non contraignantes conduisant à une autoréglementation ou à une corégulation;
- évaluation périodique des mesures débouchant sur une autoréglementation;
- campagnes de sensibilisation et formations spécifiques au contrôle parental;
- meilleure protection du droit à la vie privée sur le lieu de travail;
- adoption d'un code européen des droits en ligne (droits numériques).

Avis du CESE sur "L'utilisation responsable des réseaux sociaux et la prévention de troubles associés" (2012)
Rapporteur: M. Bernardo HERNÁNDEZ BATALLER, groupe III (Activités diverses), Espagne

UNE SOCIALISATION PLUS SÛRE

Le CESE mesure parfaitement l'importance des sites de socialisation pour de nombreux aspects de la vie moderne. Cela étant, il reconnaît également la nécessité de prévenir certains risques liés à leur utilisation illégale et abusive. Dans cette optique, il a préconisé la mise en œuvre de mesures supplémentaires, parmi lesquelles:

- la possibilité de mettre en place des mécanismes de corégulation;
- une éducation précoce des jeunes Européens concernant les sites de socialisation;
- la préparation d'un livre vert sur les sites de socialisation, qui examinerait leurs incidences culturelles, sociales et économiques;
- la création d'un poste de médiateur au niveau européen (défense de la dignité humaine, de la vie privée et de la protection des données);
- une meilleure coordination des politiques au niveau national.

Avis du CESE sur "L'impact des réseaux de socialisation et leur interaction dans le domaine du citoyen/consommateur" (2009)

Rapporteur: M. Jorge PEGADO LIZ, groupe III (Activités diverses), Portugal



Lutter contre les activités illégales

PROMOUVOIR L'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE

Le CESE a accueilli favorablement la proposition de règlement de la Commission sur l'identification électronique pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur. Il a pu constater dans son avis que plusieurs de ses précédentes recommandations avaient été intégrées dans cette proposition.

Le CESE préconise à présent:

- l'introduction d'un système normalisé d'identification électronique fonctionnant sur une base volontaire, qui respecterait les principes de subsidiarité et de proportionnalité;
- une campagne de sensibilisation sur les modalités d'application de l'identification électronique et des signatures électroniques dans un contexte transnational, afin de répondre aux préoccupations des citoyens en matière de vie privée et de sécurité.

Avis du CESE sur "L'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur" (2012)

Rapporteur: M. Thomas McDONOGH, groupe I (Employeurs), Irlande

LUTTE CONTRE LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD ILLICITES

Le Comité reconnaît que tous les États membres de l'Union sont concernés par la lutte contre les activités illicites dans le domaine des jeux d'argent et de hasard. Contre de telles pratiques, l'UE devrait adopter une législation contraignante qui garantirait la protection des consommateurs. Elle devrait notamment mettre en œuvre les initiatives suivantes:

- une étude pour établir le profil spécifique de l'addiction dans le domaine des jeux d'argent et de hasard et définir, le cas échéant, les mesures à mettre en œuvre;
- une réglementation stricte relative à l'interdiction de la publicité pour les jeux d'argent et de hasard destinée à des mineurs ou incluant des mineurs ou des personnes d'âge inférieur à la limite légale nationale fixée pour la participation à ces jeux;
- un régime d'infractions et de sanctions;
- des garanties pour éviter que les initiatives dans le domaine des jeux d'argent et de hasard en ligne aient des répercussions sur l'emploi dans le domaine du jeu en environnement réel.

Avis du CESE sur "Les jeux d'argent et de hasard en ligne dans le marché intérieur" (2011)

Rapporteur: M. Stefano MALLIA, groupe I (Employeurs), Malte



Soutenir la stratégie numérique

DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le CESE est d'avis qu'il faut aller plus loin dans la protection des données à caractère personnel. Il tient dès lors à mettre en évidence certains points importants:

- les personnes physiques ont le droit d'exercer une maîtrise effective sur leurs données à caractère personnel, et ce droit devrait être élargi;
- les approches stratégiques devraient être conformes aux besoins et aspirations réels des citoyens;
- les moteurs de recherche, les serveurs offrant des espaces de stockage et les logiciels d'informatique en nuage doivent entrer dans le champ d'application de la législation lorsque des données sur les usagers sont collectées à des fins commerciales. Il en va de même pour les données à caractère personnel sur les sites de socialisation.

Avis du CESE sur "La protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données)" (2012)

Rapporteur: M. Jorge PEGADO LIZ, groupe III (Activités diverses), Portugal

DÉFINIR LE DROIT D'AUTEUR EN LIGNE

Le CESE considère que le droit d'auteur n'est pas absolu et que son respect ne peut être imposé au travers d'un filtrage généralisé de l'internet par les fournisseurs d'accès. Dès lors:

- les institutions chargées de la gestion des œuvres audiovisuelles et les bibliothèques ne devraient pas être handicapées par des renforcements excessifs des législations sur le droit d'auteur;
- certaines législations nationales excessives devraient être révisées afin de ne pas faire obstacle au développement de la distribution en ligne d'œuvres audiovisuelles;
- la Commission devrait faire des propositions concrètes particulières pour les petites et moyennes entreprises actives dans le domaine de l'art et de la culture afin qu'elles puissent participer au marché unique de la distribution de contenus audiovisuels en ligne;
- un code européen unitaire du droit d'auteur pourrait contribuer à l'harmonisation des législations des États membres;
- la Commission pourrait rédiger un livre blanc sur les suites envisageables pour créer un marché unique européen des œuvres audiovisuelles en dépit des barrières linguistiques.

Avis du CESE sur "La distribution en ligne d'œuvres audiovisuelles dans l'Union européenne - Vers un marché unique du numérique: possibilités et obstacles" (2012)

Rapporteur: M. Jacques LEMERCIER, groupe II (Travailleurs), France



SUPPRIMER LES OBSTACLES

Les Européens devraient être encouragés à surmonter leur méconnaissance des technologies en ligne. Le Comité souhaite que soient promus la culture numérique, les compétences numériques et l'apprentissage en ligne. Pour ce faire, différentes mesures et initiatives pourraient être prises:

- améliorer l'accès aux outils en ligne;
- organiser des rencontres entre les pouvoirs publics et les représentants de la société civile organisée en vue de recenser les besoins réels;
- susciter l'adhésion des citoyens à l'égard de l'insertion numérique et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Avis du CESE sur le thème "Renforcer la culture numérique, les compétences numériques et l'insertion numérique" (2011)

Rapporteuse: Mme Laure BATUT, groupe II (Travailleurs), France

LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION

Le CESE reconnaît la nécessité de trouver un équilibre entre la protection des droits et libertés fondamentaux des citoyens et la circulation libre et sans entraves des données à caractère personnel entre les États membres. Il tient dès lors à promouvoir:

- une révision appropriée de la directive sur la protection des données, de manière à renforcer la législation régissant l'activité commerciale;
- une protection plus cohérente des données à caractère personnel des travailleurs dans l'ensemble de l'UE au moyen d'un cadre européen visant à améliorer la clarté et la sécurité juridique;
- la nomination d'un responsable indépendant de la protection des données dans l'entreprise et l'harmonisation des règles y afférentes concernant ses fonctions et compétences;
- la mise en place d'une autorité de l'UE chargée d'examiner les conséquences les plus importantes de l'internet sur la société au cours des 10 à 20 prochaines années.

Avis du CESE sur "Une approche globale de la protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne" (2011)

Rapporteur: M. Peter MORGAN, groupe I (Employeurs), Royaume-Uni



Prenez part au débat!

Le CESE souhaite s'appuyer sur ces avis, engager le dialogue avec un plus grand nombre de partenaires issus de la société civile et encourager l'adoption de ses principales recommandations. Les communications électroniques offrent une série de possibilités qu'il convient de saisir. Quatre secteurs clés doivent être ciblés pour atteindre nos objectifs.

Coopération internationale

La réglementation dans le domaine de la sécurisation de l'internet doit-elle être confiée aux organismes nationaux de régulation de l'audiovisuel, aux agences nationales de réglementation des communications électroniques ou à des organismes de réglementation européens investis de compétences spécifiques? Ce débat doit avoir lieu. Les législations nationales applicables à la presse, à la radio et à la télévision devraient-elles s'appliquer également à l'environnement en ligne ou des règles spécifiques devraient-elles être édictées? Une approche européenne a-t-elle des chances d'aboutir?

Droits fondamentaux

La recherche d'un équilibre entre les droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression et de communication, d'un côté, et la protection de la dignité humaine et de la vie privée, de l'autre, reste au cœur de ce débat. Qu'a-t-on le droit de dire au nom de la liberté d'expression dans un environnement en ligne? Cette liberté sur l'internet doit-elle être totale, sans restrictions?

Défis et opportunités

Le potentiel de l'internet est encore largement inexploité. Les gens sont de plus en plus nombreux à naviguer régulièrement sur l'internet, ce qui ouvre des possibilités dans le domaine du commerce électronique, de l'apprentissage en ligne et des horaires de travail flexibles. La médaille a cependant son revers: l'internet peut également être un terreau pour la fraude en ligne, le cyberharcèlement et les contenus choquants. Comment l'Europe peut-elle relever ces défis sans mettre un frein à ces opportunités?



Modes de réglementation alternatifs

Faut-il aujourd'hui privilégier des modes de réglementation alternatifs? L'internet n'est-il qu'un nouveau vecteur pour des dangers et des risques sociétaux existants ou faut-il renforcer la législation pour protéger les groupes vulnérables? Le recours à l'autorégulation et à des codes de bonne conduite suffit-il à prévenir les abus ou faut-il privilégier de nouvelles réglementations? Il appartient aux citoyens d'en débattre et, au final, de trancher.

Le CESE souhaite connaître votre point de vue sur toutes ces questions. Il prendra en considération ces contributions du public au moment d'adresser ses propositions et ses recommandations aux décideurs politiques européens. Pour prendre part au débat, rejoignez-nous à l'adresse:

www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-internet-responsible-use-forum

Liste des avis

Avis du CESE sur une "Stratégie européenne pour un Internet mieux adapté aux enfants" (CESE 1518/2012)

Avis du CESE sur "Un cadre pour la publicité destinée aux jeunes et aux enfants" (CESE 138/2012)

Avis du CESE sur les "Mesures préventives pour la protection des enfants contre les abus sexuels" (CESE 1593/2011)

Avis du CESE sur un "Programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication" (CESE 986/2008)

Avis du CESE sur "L'utilisation responsable des réseaux sociaux et la prévention de troubles associés" (CESE 465/2012)

Avis du CESE sur "L'impact des réseaux de socialisation et leur interaction dans le domaine du citoyen/consommateur" (CESE 1697/2009)

Avis du CESE sur "L'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur" (CESE 1243/2012)

Avis du CESE sur "Les jeux d'argent et de hasard en ligne dans le marché intérieur" (CESE 1581/2011)

Avis du CESE sur "La protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données)" (CESE1303/2012)

Avis du CESE sur "La distribution en ligne d'œuvres audiovisuelles dans l'Union européenne - Vers un marché unique du numérique: possibilités et obstacles" (CESE 467/2012)

Avis du CESE sur le thème "Renforcer la culture numérique, les compétences numériques et l'insertion numérique" (CESE 1182/2011)

Avis du CESE sur "Une approche globale de la protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne" (CESE 999/2011)

Lien vers les avis sur le site Internet:

www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-internet-responsible-use-opinions

Photos: ©Shutterstock.com – Page de couverture et pages 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.



Le CESE est en ligne:

www.eesc.europa.eu



www.eesc.europa.eu/facebook/



www.eesc.europa.eu/twitter/



www.eesc.europa.eu/youtube/



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

www.eesc.europa.eu

Responsable d'édition: unité "Visites et publications"
EESC-2013-07-EN/FR

© Union européenne, 2013

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

FR



QE-30-13-180-2A-C
ISBN 978-92-830-2032-5



9 789283 020325

doi:10.2864/3165